



Communiqué unitaire, 15/06/2020

« Agir pour l'École » (*) : ni pendant l'année scolaire, ni pendant les vacances !

Dans le contexte sanitaire que nous connaissons, où les enseignements ont dû se faire à distance à partir du 13 mars dernier, l'association « Agir pour l'école » tente de présenter son opération « un été pour préparer le CP » comme la solution miracle, « au chevet » des futur-es élèves de CP de certains quartiers populaires.

Ce projet de « vacances apprenantes » pourrait se déployer dans plusieurs endroits (dont le Nord et le Pas-de-Calais) avec l'objectif affiché de « permettre aux enfants de Grande Section de maternelle en REP/ REP+ de rattraper le travail de la phonologie, habituellement mené en mars-avril en GS, au mois de juillet, grâce aux outils numériques de l'association. » A une période de trois semaines de stage, tous les matins de juillet, encadrée par des membres de l'association aux compétences pédagogiques non reconnues, succéderait une période de cinq semaines de sessions courtes et quotidiennes à la maison, sur support numérique. Contournant ainsi la résistance des enseignant-es, « Agir pour l'École » veut s'adresser directement aux parents et s'appuyer sur l'enseignement distanciel qui continue d'isoler les élèves.

Les organisations signataires rappellent qu'Agir pour l'École, contrairement aux mouvements d'éducation populaire, n'est pas agréée comme association complémentaire de l'École et que ses protocoles suscitent de nombreuses réserves et critiques : la focalisation de l'enseignement de la lecture sur la seule dimension phonologique, l'entraînement mécanique à l'oralisation de syllabes et pseudo-mots coupé de tout objectif de compréhension, la mise en œuvre de protocoles techniques sans lien avec la culture écrite n'offrent qu'une entrée appauvrie dans l'univers de l'écrit à des

enfants qui en sont déjà très éloigné-es. L'efficacité présumée de la méthode n'a jamais fait l'objet d'une validation scientifique indépendante ou issue de l'institution. Toute méthode fondée sur une individualisation excessive comme celle prônée par Agir pour l'École accentue les inégalités.

Au sortir de longs mois où toutes et tous les élèves ont été éloigné-es, et parfois complètement coupé-es de l'école, ce type de protocole, en lieu et place de vacances qui pourraient être source de découvertes culturelles et de pratiques éducatives enrichissantes et émancipatrices, ne manquera pas de reconvoquer le même type de difficultés que beaucoup d'enfants et leurs familles ont rencontré lors du confinement (conflits intrafamiliaux autour du travail scolaire, évitement, décrochage...). **Ce protocole est contreproductif pour des enfants qui ont droit à de vraies vacances et ont avant tout besoin de ressourcer leur envie d'apprendre par la socialisation et l'ouverture, en particulier dans les accueils collectifs de loisirs et colonies de vacances proposés par les acteurs et les actrices reconnu-es de l'Éducation Populaire.**

Enfin, le dispositif « un été pour préparer le CP » est présenté aux municipalités opératrices des « vacances apprenantes » par les services de l'Éducation nationale : il est inadmissible que l'institution puisse faire la promotion d'Agir pour l'École. Les organisations co-signataires dénoncent avec force ces pratiques contraires à la déontologie et aux valeurs du service public, tout entier mobilisé pour préparer une rentrée 2020, qui pourra compter sur le professionnalisme des enseignant-es, comme sur celui des acteurs et actrices de l'éducation populaire.

Nous appelons les élu-es à bien se renseigner sur ce projet avant de valider un dispositif qui maintient les enfants des quartiers populaires dans des apprentissages appauvris, très éloignés de l'ambition partagée de les faire accéder à une culture commune. De même, nous appelons les personnels de l'Éducation nationale à résister aux pressions exercées par « Agir pour l'École » ou par l'institution elle-même dans ou autour de l'École.

() "Agir pour l'École ", association subventionnée par d'importants fonds privés dont des entreprises du CAC 40 : AXA, HSBC, Suez etc.*

Signataires : CEMEA – CRAP – CGT Educ'Action – GFEN – FCPE - ICEM – JPA – Ligue de l'Enseignement – SE UNSA – SGEN CFDT – SNPI FSU – SNUipp FSU – Sud Education